

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE LA COMMUNICATION
SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES
DAGF/SAM

Règlement de la Consultation
Appel d'offres ouvert n° 02/2013
DU 01/04/2013 à 10 heures
(Séance publique)

RELATIF
A

LA REALISATION DES PRESTATIONS RELATIVES A
L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE
DIPLOMATIQUE DE L'OMPI

LOT UNIQUE

En application de l'alinéa 2, §1 de l'article 16 et alinéa 3, § 3 de l'article 17 du décret n° 2-06-388 du 16 Moharrem 1428 (05 Février 2007) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet la réalisation des prestations relatives à l'organisation de la Conférence Diplomatique pour la conclusion d'un traité visant à faciliter l'accès des déficients visuels et des personnes ayant des difficultés de lecture de textes imprimés, aux œuvres publiées qui aura lieu du 17 au 28 juin 2013 à Marrakech et ce en partenariat avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) : lot unique. (CPS ci-joint).

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-06-388 16 Moharram 1428 (5 février 2007) les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-06-388 précité. Toute disposition contraire au décret 2-06-388 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 22 et des autres articles du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage de ces prestations qui seront réalisées suite au présent appel d'offre est :
« Le Ministère de la Communication ».

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret 2-06-388 précité :

- 1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
 - Sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.
- 2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret 2-06-388 précité selon le cas.

ARTICLE 4: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 23 du décret n° 2-06-388 précité les pièces à fournir par les concurrents sont :

A- Dossier administratif comprenant:

a- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés au § 1-A de l'article 23 du décret n° 2-06-388 précité conformément au modèle ci-joint.

b- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

-S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte aucune pièce n'est exigé;
-S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il s'agit d'un représentant agissant au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir, selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 22 du décret n° 2-06-388 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

d- Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 22 du décret n° 2-06-388 précité;

e- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

f- le récépissé du cautionnement provisoire .

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées au paragraphe c, d et e ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

En cas de groupement de concurrents, chaque groupement doit présenter, parmi les pièces du dossier administratif, une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant prévu par l'article 83 du décret n° 2-06-388 précité

B – Dossier technique comprenant

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations similaires ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, les montants, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

NB : - Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25 du décret n° 2-06-388 précité.

- Les copies des attestations doivent être certifiées et conformes à leurs originales.

• Dossier additif

Attestations de chiffres d'affaires annuelles délivrées par l'Administration des Impôts, d'un montant de 5 000.000,00 dhs pour les années 2009,2010 et 2011.

Outre les dossiers administratif, technique et additif, le dossier du concurrent doit comprendre une offre technique et une offre financière.

D - Offre technique comprenant

Pièce 1 :

C 1.1 : Note et méthodologie sur la conception et la réalisation du projet-Organisation et événementiel :

- * Personnel à mettre en place (Responsabilité, taches.....)
- * Accueil et encadrement des participants :
- * Plan de communication :
- * Couverture médiatique du congrès ;
- * Supports de communication :
- * Présentation du site Web dédié à l'événement
- * Accueil et sécurité (Agents de sécurité, hôtesses etc....)-
- * Production audio-visuelle
- * Logistique....

C 1.2 : Note et planning sur la conception et la réalisation du projet-Organisation et événementiel :

- * Planning d'exécution des prestations , objet de l'appel d'offres .

Pièce 2 :

C2 : Qualité des intervenants et leur expérience dans le domaine objet de la prestation

- 1- Le CV du directeur de projet et son expérience dans le domaine de l'événementiel.
- 2- Le CV du directeur technique et son expérience dans le domaine de l'événementiel.

- 3- Le CV du responsable de l'hôtellerie, la restauration et l'hébergement et son expérience dans le domaine de l'événementiel.
- 4- Le CV du responsable de la communication et son expérience dans le domaine de l'événementiel.
- 5- Le CV du responsable de la gestion, du transport et de la logistique et son expérience dans le domaine de l'événementiel.

N.B : - **Seuls les intervenants cités ci-dessous sont notés dans l'évaluation technique.**
- **Les CV doivent être signés par leurs titulaires et le prestataire.**

E- Offre financière comprenant:

- a) L'acte d'engagement dont le modèle figure au dossier du présent appel d'offres ;
- b) Le bordereau des prix détail estimatif;

ARTICLE 5 : LANGUE DE PRESENTATION DU DOSSIER

Tous les documents relatifs à la réponse au présent dossier et tous les textes, mémoire ou note relatives à l'exécution du marché seront rédigés en langue française.

ARTICLE 6 : MONNAIE

La monnaie dans lesquelles le prix des offres doit être formulé et exprimé, est le Dirham Marocain.

ARTICLE 7 : MODE D'ATTRIBUTION :

Les prestations du présent appel d'offres ouvert seront adjudgées en lot unique .

ARTICLE 8 : PREFERENCE A L'ENTREPRISE NATIONALE

Il sera appliqué une clause de préférence en faveur de l'entreprise nationale par rapport à l'entreprise étrangère , équivalente au maximum à 15% prévu dans le décret 2-6-388, **article 81** .

ARTICLE 9 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 26 du décret n° 2-06-388 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé ;
- Un dossier administratif précité (Cf article 4 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf article 4 ci-dessus) ;
- Une offre technique.
- Une offre financière.
- un acte d'engagement établi conformément au modèle ci-joint ;
- Le bordereau des prix détail estimatif;

Le montant de l'acte d'engagement ainsi que les prix unitaires du bordereau des prix- détail estimatif doivent être indiqués en chiffres et en toutes lettres.

Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret n° 2-06-388 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- La mention « Appel d'offres ouvert » et l'objet du marché «Réalisation des prestations relatives à l'organisation de la Conférence Diplomatique de l'OMPI : Lot unique ».
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis» ;

Ce pli contient trois enveloppes distinctes comprenant pour chacune:

1. La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et le cahier des prescriptions spéciales signé et paraphé. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention«dossiers administratif et technique »

2. La deuxième enveloppe comprend l'offre technique .Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « Offre technique »

3. La troisième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention« Offre financière ».

Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-06-388 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § 2-I, alinéa 1, de l'article 20 du décret n° 2-06-388 précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

ARTICLE 11 : VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux sera organisée conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du décret du 5 février 2007 à la date du 19/03/2013 à 15 h à Marrakech.

Il sera dressé un procès verbal de la réunion qui mentionnera les demandes d'éclaircissement et les réponses données aux concurrents concernés .

Ledit procès verbal sera communiqué par fax ou par voie électronique à l'ensemble des concurrents .

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret n° 2-06-388 précité, les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n° 2-06-388 précité.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-06-388 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 9 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 30 du décret n° 2-06-388 et rappelées à l'article 9 ci-dessus.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leur pli dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre vingt dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis. Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra demander aux soumissionnaires, par lettre recommandée avec accusé de

réception, de prolonger la validité de leurs offres. Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant le nouveau délai.

ARTICLE 15 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Seules les offres retenues suite à l'examen des dossiers administratif et techniques, conformément aux dispositions de l'art 80 du décret n°2-06-388 précité seront évaluées suivant les phases ci après :

ANALYSE TECHNIQUE NOTEE SUR 100 POINTS

C 1- Critère 1 : méthodologie et planning: (50 pts) (pièce 1)

C1.1-Critère 1.1 : Note et méthodologie/notée sur 40 points

Cette phase consiste à s'assurer de la capacité des soumissionnaires à réaliser la prestation objet de la présente mise en concurrence (qualité des intervenants et leurs expériences, références de la société, sa note et sa méthodologie, note sur le Site Web...)

Lors du jugement des offres, il sera attribué par les membres de la commission des notes pour chacun des trois critères selon le barème ci-après :

			Source
<u>Méthodologie proposée : 40 points</u>	Très satisfaisante	40	<u>Pièce 1</u>
	Satisfaisante	20	
	Moyennement satisfaisante	10	

C1.2-Critère 1.2 Note sur le planning /notée sur 10 points

Cette phase consiste à s'assurer que le planning établi par le soumissionnaire à réaliser la prestation objet de la présente mise en concurrence (les échéances, sa note et son planning, ...)

Lors du jugement des offres, il sera attribué par les membres de la commission des notes pour chacun des trois critères selon le barème ci-après :

			Source
<u>Note sur le planning : 10</u>	Très Satisfaisante	10	<u>Pièce 1</u>
	satisfaisante	05	
	Moyennement Satisfaisante	01	

La colonne « source » mentionne les pièces à partir desquelles se fera le jugement des offres.
La présentation de ces pièces figure à l'article 4 du présent règlement de la consultation.
Tout candidat ayant déposé une méthodologie ne correspondant pas à l'objectif de l'étude sera éliminée d'office de la concurrence.

C2 - Critère 2 : Qualité des intervenants et leur expérience dans le domaine objet de la prestation : (50 pts) (pièce 2)

La présente étude exige les profils suivants des intervenants :

- 1-Le directeur de projet, (Ingénieur d'Etat ou Docteur en management et communication ou équivalent).
- 2-Le directeur technique. (Ingénieur d'Etat ou Docteur en gestion informatique ou équivalent)
- 3-Le responsable de l'hôtellerie, de l'hébergement et restauration. (Bac+4 ou plus en hôtellerie et restauration)
- 4-Le responsable de la communication. (Bac+4 ou plus en communication)
- 5-Le responsable de la gestion, du transport et de la logistique. (Bac+4 ou plus en gestion)

Si l'un des candidats ne présente pas l'un des profils, ci-dessus visés, il sera écarté.

- Evaluation suivant l'expérience dans le domaine: notée sur 50 points (source : pièce 2)

*** Le Directeur du projet : Noté sur 20**

Ancienneté supérieure ou égale à 5 ans..... 20 points
Ancienneté comprise entre 2 et 4 ans.....10 points
Ancienneté inférieure à 2 ans.....02 points

*** Le Directeur Technique : Noté sur 10 points**

Ancienneté supérieure ou égale à 5 ans.....10 points
Ancienneté comprise entre 2 et 4 ans.....05 points
Ancienneté inférieure strictement à 2 ans.....02 points

*** Le responsable de l'hôtellerie, l'hébergement et restauration: Notés sur 10 points**

Ancienneté supérieure ou égale à 5 ans.....10 points
Ancienneté comprise entre 2 et 4 ans.....05 points
Ancienneté inférieure strictement à 2 ans.....02 points

*** Le responsable de la communication: Notés sur 5 points**

Ancienneté supérieure ou égale à 5 ans.....05points
Ancienneté comprise entre 2 et 4 ans.....03points
Ancienneté inférieure à 2 ans.....02 points

*** Le responsable de la gestion,du transport et de la logistique: Notés sur 5 points**

Ancienneté supérieure ou égale à 5 ans.....	05 points
Ancienneté comprise entre 2 et 4 ans.....	03 points
Ancienneté inférieure strictement à 2 ans.....	02 points

Il est exigé aux candidats de donner la liste des noms des personnes pour chaque profil décrit plus haut et qui vont participer à la réalisation de la prestation du présent appel d'offre.

L'administration en tiendra compte dans le critère d'évaluation « expérience des intervenants dans le domaine objet de l'étude ou similaire »

Ces critères étant notés comme mentionnées ci-dessus, une note technique (NT) sera attribuée à chaque candidat selon la formule suivante :

Une note technique (NT) sera adjudée = Note C1 + Note C2

NB : Le concurrent ayant obtenu une note inférieure strictement à 60 points sera éliminée

La commission retiendra le concurrent parmi ceux qui ont une note technique supérieure ou égale à 60.

L'offre financière la plus avantageuse et qui sera retenue par la commission, est la moins disante

ARTICLE 16 : Résultat définitif de l'appel d'offres :

Dans les cas prévus dans l'article 45 du décret N° 2-06-388 précité .

L'ADMINISTRATION

LE FOURNISSEUR
(Lu et accepté)